

# Le pouvoir sur les pas des génocidaires rwandais

**Burundi Discours haineux du parti au pouvoir, qui s'apprête à saisir des maisons de réfugiés.**

**R**agaillardi par l'inaction internationale face à la grave crise créée au Burundi par l'obstination du président Nkurunziza à se maintenir personnellement au pouvoir, en contrevention avec l'Accord de paix d'Arusha (qui avait mis fin à la guerre civile), le régime de Bujumbura accentue sa politique de confrontation.

Ainsi, mercredi soir, le porte-parole du parti présidentiel CNDD-FDD a repris et développé – en français cette fois – à la télévision nationale, un discours qu'il avait déjà prononcé en kirundi, le 2 février. Ces textes reprennent la thèse des génocidaires rwandais selon laquelle, en 1994, au Rwanda, les Tutsis ont été exterminés par des Tutsis. Mercredi soir, le CNDD-FDD a accusé le président rwandais Paul Kagame – un Tutsi qui dirigea la guérilla qui a mis fin au génocide de 1994 – d'avoir voulu commettre "un génocide au Burundi" comme il avait fait "chez lui en 1994". Ce génocide n'a pas réussi, "au grand dam des commerçants du génocide, dont Pierre Buyoya (ex-Président du Burundi, tutsi) et (le député européen et ancien ministre belge des Affai-

res étrangères) Louis Michel en tête".

Et le CNDD-FDD de fustiger "les manipulations mensongères et apocalyptiques selon lesquelles il existe des fosses communes fraîchement remuées" à Bujumbura, sur lesquelles l'Onu a demandé une enquête.

**Redistribuer les maisons "aux patriotes"?**

Le régime Nkurunziza s'efforce de faire passer la crise multiforme qu'il a créée au Burundi pour une "agression" extérieure, en l'occurrence par Kigali. Pour ce faire, il tire dangereusement sur la corde ethnique dans une tentative désespérée de regrouper autour de lui la population hutue, alors que la violation de l'Accord de paix d'Arusha l'isole de plus en plus, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Dans la même ligne, le maire de Bujumbura, Freddy Mbonimpa, a annoncé, lundi dernier, que les maisons inoccupées de la capitale seraient occupées par les forces de l'ordre. Officiellement, il s'agit d'empêcher que "des malfaiteurs" s'y cachent. Mais nombre de Burundais y voient une spoliation des opposants présumés au

troisième mandat de M. Nkurunziza puisque les 240000 Burundais qui ont fui l'insécurité à l'étranger étaient menacés par les forces de l'ordre ou la milice du parti ou par l'atmosphère de violence prévalant autour d'eux.

Le président du parti d'opposition Frodebu, Léonce Ngendakumana, a, quant à lui, rappelé à la Radio publique africaine que lors d'un discours qui

avait scandalisé la communauté internationale, en novembre dernier, le président du Sénat avait "promis" que "des parcelles lébérées allaient être redistribuées aux vrais patriotes". Nous estimons que l'implantation de soi-disant positions (des forces de l'ordre dans les maisons inoccupées) "n'est en fait que la concrétisation de cette promesse".

Certains se demandent si cette occupation annoncée n'a pas pour but, également, d'essayer de

tarir le flot de fuyards – qui fait quand même mauvais effet auprès des pays voisins. S'ils sont sûrs de perdre leur maison en partant, une partie des gens menacés devraient préférer rester au pays.

**Marie-France Cros**

**Le maire de Bujumbura a annoncé lundi dernier que les maisons inoccupées de la capitale seraient occupées par les forces de l'ordre.**